

L'impôt—Loi

Selon le budget de novembre 1981, les dépenses, les taxes et le déficit seront tous cette année nettement supérieurs à ce qu'ils auraient été si le budget du parti conservateur avait été adopté. Durant l'exercice financier 1982-1983, le gouvernement dépensera d'après les comptes publics 75.4 milliards de dollars, soit 8.2 milliards de plus que ce qui était prévu dans le budget Crosbie. D'après les comptes publics toujours, les libéraux dépenseront 86.9 milliards, soit 14.3 milliards de plus que ce que le gouvernement conservateur avait projeté.

Les libéraux n'ont pas tenu leur promesse de garder la croissance des dépenses en-dessous de celle du produit national brut. Durant l'exercice financier de 1980-1981, les dépenses ont augmenté de 15.2 p. 100 d'après les comptes publics comparativement à une croissance de 10.6 p. 100 du produit national brut. Durant l'exercice financier de 1981-1982, les dépenses ont augmenté de 22.1 p. 100, alors que le produit national brut n'a augmenté que de 13.3 p. 100. Entre 1980-1981 et 1983-1984, les libéraux dépenseront, d'après les comptes publics, 26.6 milliards de plus que ce que le gouvernement conservateur avait prévu. Selon les comptes nationaux, le gouvernement dépensera une somme supplémentaire de 44.4 milliards. Durant cette période, il devra emprunter une somme supplémentaire de plus de 6 milliards. L'intérêt sur la dette publique s'élèvera à 16.6 milliards cette année, l'équivalent de \$680 par habitant ou de \$1,750 par contribuable. La dette brute et le passif total du gouvernement l'an dernier atteignaient 119 milliards, et ils dépassent probablement 135 milliards à l'heure actuelle. Ces données statistiques se reflètent dans le pouvoir d'emprunt du projet de loi et dans le fait que le gouvernement ne manque pas une seule occasion de pressurer le contribuable canadien.

● (1700)

Mais cet état de choses a des conséquences d'un autre ordre dont le taux d'inflation qui se répercute sur l'indice du coût de la vie sont les plus dommageables. Voilà où le bât blesse.

Je tiens à vous lire une courte définition de l'inflation qui illustre bien les décisions économiques que le gouvernement libéral a prises notamment en matière d'emprunts et d'imposition. Aux dires des experts économistes comme de l'homme de la rue, l'inflation se manifeste par une hausse des prix. Or, cette définition est erronée.

Le prix de tout ce qui se vend ou s'achète dépend de trois facteurs: tout d'abord, la demande; ensuite, l'offre; et enfin, l'argent en circulation. Quand le prix augmente en raison d'une fluctuation de l'offre et de la demande, le prix d'un seul produit ou d'un seul service s'en ressent. Quand le prix augmente parce qu'il y a plus d'argent en circulation, le prix de tous les produits et de tous les services augmente proportionnellement d'autant. Quand les prix augmentent à cause d'un changement dans le rapport entre l'offre et la demande, la valeur de l'argent ne change pas. Quand les prix augmentent à cause d'un accroissement de la masse monétaire, la valeur de l'argent diminue.

La définition de l'inflation comme augmentation des prix est donc incomplète et ambiguë. On propose de définir l'inflation comme une baisse de la valeur de l'argent. Cette baisse de la valeur de l'argent cause ensuite une augmentation de tous les prix. La lutte contre l'inflation vise à conserver la valeur de l'argent. On pense souvent que l'inflation est une maladie de l'économie. Ce n'est pas vrai, l'inflation est le symptôme d'une

maladie. L'inflation est un symptôme, le symptôme de l'accroissement de la masse monétaire.

La plupart des remèdes à l'inflation visent à traiter l'effet de l'inflation. Les mesures artificielles visant à modifier l'offre ou la demande sont dangereuses. Le monétarisme, c'est-à-dire la croissance contrôlée de la masse monétaire, constitue en théorie un meilleur remède. Le monétarisme peut cependant avoir un effet secondaire déplorable. C'est ce que nous constatons maintenant dans le bill à l'étude et c'est ce qui se passe lorsque le gouvernement continue à trop dépenser et emprunte de l'argent pour financer son activité au lieu d'accroître la masse monétaire. La concurrence qui se fait pour profiter d'une masse monétaire restreinte fait monter les taux d'intérêt à tel point que cela déséquilibre la situation de l'offre et de la demande. C'est précisément ce qui se passe maintenant au Canada à cause des mesures prises par le gouvernement fédéral.

Un article fort intéressant a été publié dans le journal *The Citizen* d'Ottawa, qui a ordinairement la réputation d'appuyer le gouvernement. Je me demande si les députés de l'autre côté lisent ce journal?

M. Cousineau: Oui, tous les jours.

M. King: Le numéro du 27 avril contenait un article intitulé «La politique de l'inaction alimente l'inflation». Cet article disait notamment:

... les faits portent à croire que le gouvernement a décidé de ne pas prendre de nouvelles initiatives économiques, ce qui prouve encore une fois son manque de perspicacité et sa paralysie intellectuelle.

Officiellement, le gouvernement fait savoir qu'il a décidé de ne rien faire parce qu'il veut s'en tenir à sa politique de lutte contre l'inflation. Selon lui, une fois qu'on aura eu raison de l'inflation, les taux d'intérêt baisseront et plus d'emplois seront créés.

Tout cela serait très bien, sauf pour une chose. Le gouvernement n'a pas de politique pour lutter contre l'inflation. Par contre, il en a pour accroître le chômage.

L'article dit encore:

Le taux de chômage élevé qu'entraîne la récession causée par les taux d'intérêt, frappe les travailleurs les plus vulnérables, ce qui est extrêmement injuste et cruel. En outre, cela ne saurait mâter l'inflation.

La majorité des Canadiens, ceux qui auront encore un emploi, continueront à exiger des hausses salariales équivalentes au taux d'inflation. Ceux qui perdront leur emploi devront compter sur les dépenses gouvernementales pour survivre. La récession amenuisera les recettes gouvernementales.

Autrement dit, le gouvernement devra emprunter davantage et l'inflation persistera.

C'est ce que dit un article publié le 27 avril 1982 dans le journal *The Citizen*. Je recommande aux députés d'en face de lire cet article et d'en prendre note.

Ronald Anderson a écrit un article paru dans le *Globe and Mail* du 27 avril 1982, sous le titre suivant:

Le comble de l'insouciance.

Voici ce qu'écrit Ronald Anderson:

Alors que l'économie canadienne, en chute libre, fait son plongeon le plus magistral depuis deux générations, le cabinet fédéral s'est réuni pendant la fin de semaine au lac Meach, son lieu de retraite favori, pour réfléchir aux problèmes les plus urgents.

A l'ordre du jour, la prochaine étape de la réforme constitutionnelle, la politique sociale et la réforme parlementaire.

C'est ce qui s'appelle avoir le sens des priorités, n'est-ce pas, monsieur l'Orateur? Voici la suite de l'article:

Au milieu de leurs cogitations sur les problèmes que le cabinet considère comme les plus cruciaux, les ministres ont trouvé le temps d'aborder en passant la politique économique, pour décider de ne pas en parler.